

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 9 DÉCEMBRE 1910.

Projet de loi portant approbation du Traité de commerce et de navigation
conclu, le 27 juin 1910, entre la Belgique et la Norvège.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le traité de commerce et de navigation conclu, le 11 juin 1898, entre la Belgique et la Norvège ayant cessé ses effets à la suite de sa dénonciation par le Gouvernement norvégien, le Gouvernement du Roi s'est préoccupé d'établir sur de nouvelles bases le règlement conventionnel des relations économiques entre les deux pays.

Les négociations qui se sont engagées en vue de la conclusion d'un nouvel accord ont abouti, sous la date du 27 juin 1910, à la signature de l'acte que j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à votre approbation.

Cet acte diplomatique consacre des principes sur lesquels la Chambre a été souvent appelée à se prononcer, lors de la conclusion de traités de l'espèce avec les différents pays; il suffira donc d'en donner une brève analyse.

Par plusieurs de ses articles, — les articles 1^{er}, 2, 12, 13 et 14 notamment, — le traité du 27 juin 1910 garantit l'application réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement, de commerce et d'industrie.

Il ne pourrait y avoir d'exception à cette règle que s'il s'agissait d'avantages accordés par l'une des Parties contractantes à des pays voisins, en vue de faciliter le trafic frontière, ou comme conséquence d'une union douanière, ou si l'une des Parties se trouvait dans le cas de neutraliser par des droits compensateurs l'effet de primes qui seraient accordées par l'autre Partie dans le but de favoriser l'exportation ou la production. Les stipulations du

traité garantissant le traitement de la nation la plus favorisée ne sont également pas d'application en ce qui concerne les concessions spéciales qui seraient accordées par la Norvège à la Suède (art. 19).

Pour l'exercice de la navigation, le cabotage excepté, le traité établit le principe de l'assimilation des pavillons belge et norvégien (art. 4, 6, 7, 8 et 9).

L'article 1^{er}, alinéa 3, stipule l'exemption de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique, en faveur des ressortissants des États respectifs.

L'existence juridique des sociétés de commerce des deux pays est reconnue par l'article 16 : Les sociétés constituées suivant la loi de l'un des deux États peuvent faire leurs opérations et ester en justice sur le territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État.

L'article 20 prévoit le recours à l'arbitrage pour le règlement des différends auxquels pourrait donner lieu l'interprétation ou l'application des dispositions du traité.

Le nouveau traité est conclu pour une période de dix années, avec faculté de prolongation par tacite reconduction.

Je vous serais obligé, Messieurs, de vouloir bien mettre le traité du 27 juin 1940 à l'ordre du jour de vos plus prochaines délibérations.

J'ai l'espoir qu'il rencontrera un accueil favorable auprès du Parlement.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Projet de loi portant approbation du traité de commerce et de navigation conclu, le 27 juin 1910, entre la Belgique et la Norvège.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het handels- en scheepvaartverdrag, den 27ⁿ Juni 1910 tusschen België en Noorwegen gesloten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce et de navigation conclu, le 27 juin 1910, entre la Belgique et la Norvège sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 5 décembre 1910.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het handels- en scheepvaartverdrag, den 27ⁿ Juni 1910 gesloten tusschen België en Noorwegen, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Lacken, den 5 December 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

TRAITE

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Norvège, animés du désir de faciliter et d'étendre les relations de commerce et de navigation entre la Belgique et la Norvège, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Monsieur **DAVIGNON**, Grand'Croix de l'Ordre de la Couronne, Officier de l'Ordre de Léopold, etc., etc., Membre de la Chambre des Représentants, Son Ministre des Affaires Étrangères, et

Sa Majesté le Roi de Norvège :

Monsieur le Dr **HAGERUP**, Grand'Croix de l'Ordre de Saint-Olaf, Grand Cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre la Belgique et la Norvège.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, en matière de commerce et d'industrie, des mêmes droits et faveurs qui sont ou seront accordés aux sujets de toute autre nation, et ne pourront être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales que celles qui seront imposées aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique. Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux, et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les deux pays.

ART. 2.

Les Belges en Norvège et les Norvégiens en Belgique seront, à titre de réciprocité, autorisés dans les mêmes conditions que les ressortissants du tiers État le plus favorisé à acquérir et à posséder des biens meubles et immeubles, et à en disposer par vente, échange, don, testament ou autrement, ainsi qu'à recueillir des successions, soit *ab intestat*, soit par testament.

Les Belges en Norvège et les Norvégiens en Belgique ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les sujets de la nation la plus favorisée.

Les droits connus sous le nom de droit d'aubaine et de détraction ne seront pas, à l'avenir, exigés lorsqu'en cas de succession, donation entre vifs, vente, émigration ou autre, il y aura lieu à une translation de biens de Belgique en Norvège ou de Norvège en Belgique.

ART. 3.

Seront considérés comme Belges en Norvège et comme Norvégiens en Belgique, les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce, par les lois de l'État auquel ils appartiennent respectivement.

ART. 4.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'autre, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou leur destination, y seront traités, sous tous les rapports, sur le même pied que les navires nationaux. Tant à leur entrée que durant leur séjour et à leur sortie, ils ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de pilotage, de port, de remorque, de quarantaine ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit ou au nom de l'État, de fonctionnaires publics, de communes ou de corporations ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux.

ART. 5.

Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, arrivés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en sortiront également sur lest;

2° Les navires qui, se rendant d'un port de l'un des deux États dans un

ou plusieurs ports du même État, soit pour y décharger tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou pour y compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce : le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les achats nécessaires au ravitaillement des équipages, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

ART. 6.

En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires de l'une des Hautes Parties contractantes aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des deux Parties étant que, sous ce rapport, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

ART. 7.

Les navires de chacune des deux Parties entrant dans l'un des ports de l'autre pour compléter leur chargement ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf les droits de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

ART. 8.

Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Norvège est ou sera légalement permise sur des bâtiments norvégiens pourront également y être importées sur des bâtiments belges sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Réciproquement, les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports de Belgique est ou sera légalement permise sur des bâtiments

belges pourront également y être importées sur des bâtiments norvégiens, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Il est fait exception aux stipulations du présent Traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre des pays respectifs.

ART. 9.

Les marchandises de toute nature qui seront exportées de la Norvège par navires belges, ou de la Belgique par navires norvégiens, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des pays respectifs, à la navigation nationale.

ART. 10.

La faculté de faire le cabotage de port à port dans le territoire des deux États respectifs se réglera d'après les lois et ordonnances en vigueur. Toutefois, il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que les navires et les ressortissants de chacune d'elles jouiront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre, des faveurs et privilèges qui sont ou qui seront accordés aux nations les plus favorisées.

ART. 11.

Pendant le temps fixé par la législation de chacun des pays respectifs pour l'entreposage des marchandises, celles-ci seront traitées, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation, de l'une et de l'autre part, à l'instar des marchandises importées sous pavillon national.

- Ces objets, en aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés sous pavillon national ou provenaient du pays le plus favorisé.

ART. 12.

Les marchandises de toute nature traversant l'un des deux États seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes et munitions de guerre.

Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacun des deux pays pour tout ce qui concerne le transit.

ART. 13.

Aucune des deux Hautes Parties contractantes ne soumettra l'autre à une prohibition d'importation, d'exportation ou de transit qui ne soit appliquée en même temps à toutes les autres nations, sauf les prohibitions ou restrictions temporaires que l'une ou l'autre des Parties jugerait nécessaire d'établir pour des motifs sanitaires, pour empêcher la propagation d'épizooties ou la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

ART. 14.

Ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre Partie d'autres ni de plus forts droits d'importation que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes marchandises provenant de tout autre État étranger.

Chacune des deux Parties s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation ou à l'exportation que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent également à n'établir l'une envers l'autre aucun droit d'importation ou d'exportation qui ne soit, en même temps, applicable aux autres nations.

ART. 15.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'État, des municipalités ou d'autres corporations et dont sont ou seront grevées la production, la fabrication ou la consommation de n'importe quel genre de marchandises sur le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne pourront être appliqués aux produits originaires de l'autre d'une manière différente ni plus onéreuse qu'aux produits similaires indigènes ou de toute autre provenance.

Toutefois, rien ne s'opposera à ce que le blé et autres grains belges qui seront employés en Norvège à la fabrication du malt ou que les pommes de terre belges qui sont importées en Norvège pour être employées dans l'industrie puissent être grevés d'un droit intérieur spécial, de même que le blé et les pommes de terre importés d'autres pays étrangers.

Il est entendu que le présent article ne vise ni les droits ou taxes d'entrée, ni les droits d'accise perçus sur les marchandises exemptes de droits ou taxes d'entrée.

ART. 16.

Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées ou autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux pays, la faculté de faire leurs opérations et d'ester en justice

devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue du territoire de l'autre État, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Ces compagnies et associations établies dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ART. 17.

Les voyageurs de commerce belges voyageant en Norvège pour le compte d'une maison belge et les voyageurs de commerce norvégiens voyageant en Belgique pour le compte d'une maison norvégienne obtiendront la restitution des droits d'entrée qu'ils auront payés pour les objets passibles de droits, qui auront été importés à titre d'échantillons, en se conformant aux dispositions édictées en vue d'assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt desdits échantillons.

Le traitement de la nation la plus favorisée sera d'ailleurs appliqué aux voyageurs de commerce des pays respectifs, sous la réserve toutefois que l'exemption du droit de patente sera subordonnée à la condition de réciprocité.

ART. 18.

En tout ce qui concerne la navigation et le commerce, les Hautes Parties contractantes ne pourront accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État, qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs.

ART. 19.

Les stipulations du présent Traité ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, ni aux concessions que les Hautes Parties contractantes ont accordées ou accorderont à l'avenir à des États limitrophes, en vue de faciliter les relations de frontière.

D'autre part, il est entendu que la clause du traitement de la nation la plus favorisée, stipulée par le présent Traité, ne fait pas obstacle aux avantages qui résulteraient d'une union douanière conclue ou à conclure par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et qu'elle n'exclut pas non plus la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation ou de production.

ART. 20.

Dans le cas où un différend sur l'interprétation ou l'application du présent Traité s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux Parties en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un Gouvernement désigné par les deux arbitres ou, à défaut d'entente, par le sort.

ART. 21.

Le présent Traité, après avoir été approuvé par les Représentations nationales, sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Il restera applicable pendant dix années à partir du jour de son entrée en vigueur.

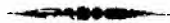
Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, le présent Traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, en double original, le vingt-sept juin mil neuf cent dix.

(L. S.) J. DAVIGNON.

(L. S.) HAGERUP.



(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 DECEMBER 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het handels- en scheepvaartverdrag, den 27^e Juni 1910 tusschen België en Noorwegen gesloten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Daar het op 11 Juni 1898 tusschen België en Noorwegen gesloten handels- en scheepvaartverdrag niet langer van kracht is, ten gevolge van de opzegging door de Noorsche Regeering, heeft 's Konings Regeering naar middelen uitgezien om de economische betrekkingen tusschen de beide landen te regelen door eene andere overeenkomst, op nieuwe grondslagen gevestigd.

De onderhandelingen, die werden aangeknoopt om tot eene nieuwe schikking te komen, eindigden met de onderteekening, op 27 Juni 1910, van de akte welke ik de eer heb, Mijne Heeren, U tot goedkeuring voor te leggen.

Door deze diplomatieke akte worden beginsels gehuldigd waarover de Kamer dikwijls geroepen was om uitspraak te doen, bij de sluiting van soortgelijke verdragen met de verschillende landen; ook zal eene beknopte ontleding volstaan.

Bij onderscheidene artikelen — namelijk artikelen 1, 2, 12, 13 en 14 — waarborgt het verdrag van 27 Juni 1910 de wederzijdsche toepassing van de behandeling der meest begunstigde natie, in zake neerzetting, handel en nijverheid.

Van dezen regel zou enkel kunnen afgeweken worden waar het voordeelen mocht gelden, door eene van de verdragssluitende Partijen aan naburige landen toegestaan, om het grensverkeer te vergemakkelijken,

of wel ten gevolge van een tolverbond, of nog waar eene van de Partijen zich genoodzaakt mocht zien rechten te stellen, opwegende tegen de premiën, door de andere Partij toegekend tot begunstiging van uitvoer of voortbrenging. De bepalingen van het verdrag, waarbij de behandeling der meest begunstigde natie worden gewaarborgd, zijn evenmin van toepassing ten aanzien van de bijzondere vergunningen, welke door Noorwegen aan Zweden mochten toegestaan worden (artikel 19).

Voor de beoefening van de scheepvaart, met uitsluiting van de kustvaart, stelt het verdrag de Belgische vlag en de Noorsche vlag op gelijken voet (artikelen 4, 6, 7, 8 en 9).

Artikel 1, alinea 3, bepaalt dat de onderhoorigen der beide Staten wederzijds vrijgesteld zijn van allen militairen dienst, zoowel in de land- en de zeemacht als in de militie en de burgerwacht.

Het rechtsbestaan van de handelsmaatschappijen der beide landen wordt erkend bij artikel 16 : de maatschappijen, opgericht volgens de wet van een van de beide Staten, mogen handelend optreden en in rechte gaan, op het grondgebied van den anderen Staat, zonder andere voorwaarde dan dat zij zich gedragen naar de wetten van dezen Staat.

Artikel 20 voorziet de toevlucht tot het scheidsgerecht voor de regeling der geschillen waartoe de verklaring of de toepassing van de bepalingen van het verdrag mochten aanleiding geven.

Het nieuwe verdrag wordt gesloten voor eenen termijn van tien jaren, met gemak van stilzwijgende verlenging.

Gij zoudt mij verplichten, Mijne Heeren, wildet gij het verdrag van 27 Juni 1910 aan de dagorde uwer eerstkomende beraadslagingen stellen.

Ik vertrouw dat het bij het Parlement gunstig onthaald zal worden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Projet de loi portant approbation du traité de commerce et de navigation conclu, le 27 juin 1910, entre la Belgique et la Norvège.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het handels- en scheepvaartverdrag, den 27ⁿ Juni 1910 tusschen België en Noorwegen gesloten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le traité de commerce et de navigation conclu, le 27 juin 1910, entre la Belgique et la Norvège sortira son plein et entier effet.

Donné à Laeken, le 5 décembre 1910.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam aan de wetgevende Kamers het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het handels- en scheepvaartverdrag, den 27ⁿ Juni 1910 gesloten tusschen België en Noorwegen, zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Laeken, den 5 December 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

VERDRAG.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen en Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen, verlangende de handels- en scheepvaartbetrekkingen tusschen België en Noorwegen te bevorderen en uit te breiden, hebben goedgevonden daartoe een verdrag te sluiten en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den Heer DAVIGNON, Grootkruis in de Orde van de Kroon, Officier in de Leopoldsorde, enz., enz., Lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, Hoogstdeszelfs Minister van Buitenlandsche Zaken, en

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen :

Den Heer Dr HAGERUP, Grootkruis in de Orde van Sint-Olaf, Grootlint in de Leopoldsorde van België, enz., enz., Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen,

Die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen :

ARTIKEL EEN.

Er zal tusschen België en Noorwegen volle en algeheele vrijheid van handel en scheepvaart heerschen.

De onderdanen van elke der Hooge verdragsluitende Partijen zullen, binnen het grondgebied der andere Partij, in zake handel en nijverheid, dezelfde rechten en gunsten genieten, als toegestaan zijn of later zullen worden aan de onderdanen van elke andere natie, en zij zullen niet mogen onderworpen worden aan andere of hoogere algemeene of plaatselijke belastingen, beperkingen of verplichtingen dan die welke aan de onderdanen van de meest begunstigde natie zullen opgelegd zijn.

De onderhoorigen van elke der Hooge verdragsluitende Partijen zullen, op het grondgebied der andere Partij, vrij zijn van allen militairen dienst, zoowel in de land- en de zeemacht als in de militie en de burgerwacht. In vredes- en in oorlogstijd zullen zij aan geene andere verstrekkingen en

militaire opvorderingen onderworpen zijn dan die aan de inlanders opgelegd, en zullen zij wederzijds aanspraak hebben op de schadeloosstellingen, welke door de in de beide landen vigeerende wetten ten gunste van de inlanders zijn vastgesteld.

ART. 2.

Wederkeerig zullen de Belgen in Noorwegen en de Noren in België gemachtigd zijn, in dezelfde voorwaarden als de onderhoorigen van den meest begunstigden derden Staat, om roerende en onroerende goederen te verkrijgen en te bezitten en om er over te beschikken bij verkoop, verwisseling, gift, testament, of anderszins, zoomede om erfenissen te ontvangen, hetzij *ab intestato*, hetzij bij testament.

In Noorwegen zullen de Belgen en in België zullen de Noren, voor hunne roerende of onroerende goederen, niet mogen onderworpen worden aan andere lasten, beperkingen, taksen of ongelden dan die aan de onderdanen van de meest begunstigde natie zijn opgelegd.

De rechten gekend onder de benamingen *jus albingii* en *jus detractus* zullen voortaan niet geëischt worden wanneer, in geval van nalatenschap, gift onder levenden, verkoop, uitwijking of elk ander geval, er reden zal bestaan tot overdraging van goederen van België in Noorwegen of van Noorwegen in België.

ART. 3.

De schepen varende onder Belgische vlag zullen in Noorwegen als Belgische schepen, en de schepen varende onder Noorsche vlag zullen in België als Noorsche schepen beschouwd worden, indien zij voorzien zijn van de scheepspapieren en bescheiden, vereischt voor het nationaliteitsbewijs van de koopvaardij-schepen, door de wetten van den Staat waar zij thuis hooren.

ART. 4.

De schepen van de eene der Hooge verdragsluitende Partijen, die gebal-last of beladen de havens der andere Partij binnenloopen of verlaten, zullen er, om het even welke de plaats zij van hun vertrek of van hunne bestemming, in alle opzichten op denzelfden voet behandeld worden als de nationale schepen. Zoowel bij hunne aankomst als tijdens hun verblijf en bij hunnen uitgang, zullen zij andere noch hoogere tonnen-, baken-, loods-, haven-, sleep-, quarantaine-gelden of andere lasten, om het even onder welke benaming vallende op den scheepsromp en geheven ten bate van of namens den Staat, openbare ambtenaren, gemeenten, of wel genootschappen of inrichtingen, hoe ook genaamd, moeten betalen dan die welke thans geveergd worden of later zullen geveergd worden voor de nationale schepen.

ART. 5.

Zullen geheel vrijgesteld zijn van tonnen- en verzendingsgelden in de respectieve havens :

1^o De schepen die, geballast aangekomen, om het even van welke plaats, er eveneens geballast uitgaan ;

2^o De schepen die, varende van eene haven van den eenen der beide Staten in eene of meer havens van denzelfden Staat, hetzij om er hunne lading geheel of gedeeltelijk te lossen, hetzij om er hunne lading samen te stellen of aan te vullen, zullen bewijzen dat zij die gelden alreeds voldaan hebben ;

3^o De schepen die, hetzij uit vrijen wil, hetzij uit nood, onder lading eene haven zijn binnengeloopen en er uitgaan zonder eenige handelsverrichting gedaan te hebben.

Zullen, in geval van nood, niet als handelsverrichtingen beschouwd worden : de ontscheping en weder inscheping van de koopwaren voor de herstelling van het schip, de overlading op een ander schip omdat het eerste niet meer zeewaardig is, de aankopen tot de proviandeering van de manschappen en de verkoop der beschadigde koopwaren, wanneer het tolbestuur daartoe machtiging zal hebben gegeven.

ART. 6.

Wat betreft de ligplaats der schepen, hunne lading en lossing in de zeehavens, reeden, open havens en dokken, en, over het algemeen, voor al de formaliteiten en bepalingen, hoe ook genaamd, waaraan de koopvaardischepen, hunne manschappen en hunne lading kunnen onderworpen worden, is overeengekomen dat aan de schepen van de eene der Hooge verdragsluitende Partijen geenerlei voorrechten of gunsten zullen verleend worden, die niet gelijkelijk verleend zouden worden aan de schepen van de andere Partij, beide Partijen verlangende dat, onder dat opzicht, hunne vaartuigen behandeld worden op den voet eener volkomene gelijkheid.

ART. 7.

De schepen van elke der beide Partijen, die eene van de havens der andere Partij binnenloopen om hunne lading aan te vullen of er een gedeelte van te ontschepen, kunnen, mits zich echter te gedragen naar de wetten en verordeningen der respectieve Staten, dat gedeelte van hunne lading aan boord houden, welk bestemd mocht zijn voor eene andere haven, hetzij van hetzelfde land, hetzij van een ander land, en het weder uitvoeren, zonder voor dat gedeelte van hunne lading enig tolrecht te moeten betalen, behalve de toezichtsrechten, welke trouwens maar geheven mogen worden tot het bedrag, bepaald voor de nationale scheepvaart.

ART. 8.

De koopwaren van allerlei aard, waarvan de invoer met Noorsche vaartuigen in de Noorsche havens door de wetten is of zal worden toegelaten, zullen er eveneens mogen ingevoerd worden met Belgische vaartuigen, zonder andere of hoogere rechten, onder welke benaming ook, te moeten betalen, dan indien die zelfde koopwaren met nationale vaartuigen werden ingevoerd.

Wederkeerig, zullen de koopwaren van allerlei aard, waarvan de invoer met Belgische vaartuigen in de Belgische havens door de wetten is of zal worden toegelaten, er eveneens mogen ingevoerd worden met Noorsche vaartuigen, zonder andere of hoogere rechten, onder welke benaming ook, te moeten betalen, dan indien die zelfde koopwaren met nationale vaartuigen werden ingevoerd.

Van de bepalingen van dit Verdrag wordt afgeweken wat betreft de voordeelen die, in het eene of het andere der respectieve landen, toegekend zijn of later kunnen toegekend worden aan de voortbrengsels der nationale vischvangst.

ART. 9.

De koopwaren van allerlei aard, die met Belgische schepen uit Noorwegen of met Noorsche schepen uit België gevoerd worden, om het even naar welke plaats van bestemming, zullen aan geene andere uitgaande rechten of formaliteiten van uitvoer onderworpen zijn, dan indien zij met nationale schepen werden uitgevoerd, en zij zullen onder de eene en de andere vlag alle premiën of teruggaven van rechten of andere gunsten genieten, die in elk der respectieve landen aan de nationale scheepvaart verleend zijn of later zullen worden.

ART. 10.

Het recht tot het doen van kustvaart van de eene haven naar de andere, binnen het grondgebied der beide respectieve Staten, zal geregeld worden naar de vigeerende wetten en voorschriften. Tusschen de beide Hooge verdragsluitende Partijen is echter overeengekomen, dat de schepen en de onderhoorigen van elke Partij, in alle opzichten, binnen het grondgebied van de andere Partij, de gunsten en voorrechten zullen genieten, die aan de meest begunstigde natiën toegestaan zijn of later zullen worden.

ART. 11.

Gedurende den tijd, door de wetgeving van elk der respectieve landen gesteld voor het opslaan van de koopwaren, zullen deze, in afwachting van hunnen doorvoer, hunnen wederuitvoer of hunne inverbruikstelling, weder-

zijds behandeld worden zooals de koopwaren, ingevoerd onder nationale vlag.

In geen geval zullen deze voorwerpen hoogere opslagelden betalen noch onderworpen zijn aan andere formaliteiten, dan indien zij onder nationale vlag waren ingevoerd of voortkwamen van het meest begunstigde land.

ART. 12.

De koopwaren van allerlei aard, welke een der beide Staten doorgevoerd worden, zullen wederkeerig vrijgesteld zijn van alle doorvoerrecht, onverminderd de bijzondere behandeling betreffende het buskruit en de krijgswapens en munitien.

De behandeling der meest begunstigde natie is wederkeerig gewaarborgd aan elk der beide landen voor alles wat den doorvoer betreft.

ART. 13.

Geene der beide Hooge verdragsluitende Partijen zal de andere onderwerpen aan eenig verbod van in-, uit- of doorvoer, dat niet tevens op al de andere natiën zou worden toegepast, behoudens de tijdelijke verbodsbepalingen of beperkingen, welke de eene of de andere der Partijen noodig mocht achten wegens gezondheidsredenen, om de voortplanting van veeziekten of de vernieling der oogsten te beletten, of wel in het vooruitzicht van oorlogsvoorvallen.

ART. 14.

Noch de eene noch de andere der beide Hooge verdragsluitende Partijen zal de koopwaren, voortkomende van den grond of van de nijverheid der andere Partij, belasten met andere of hoogere invoerrechten dan die waarmede die zelfde koopwaren, voortkomende van elk anderen vreemden Staat, belast zijn of later zullen worden.

Elke der beide Partijen verbindt zich de andere te laten nut trekken uit elke gunst, elk voorrecht of elke verlaging in de tarieven der invoer- of uitvoerrechten, welke eene van de Partijen aan eene derde Mogendheid mocht toestaan. Zij verbinden zich eveneens, de eene jegens de andere geenerlei invoer- of uitvoerrecht te stellen, dat niet tevens van toepassing zou wezen voor de andere natiën.

ART. 15.

De binnenlandsche rechten, geheven voor rekening van den Staat, de gemeenten of andere genootschappen en waarmede de voortbrenging, de vervaardiging of het verbruik van om het even welke soort van koopwaren op het grondgebied van eene der Hooge verdragsluitende Partijen

belast is of zal worden, zullen, op de voortbrengsels afkomstig van de andere Partij, niet op eene verschillende of op eene schadelijkere wijze mogen toegepast worden dan op de soortgelijke voortbrengsels van het land zelve of van elke andere herkomst.

Niets zal echter beletten, dat het Belgisch koren of ander Belgisch graan, dat in Noorwegen gebruikt wordt tot het maken van mout, of dat de Belgische aardappelen die voor nijverheidsdoeleinden in Noorwegen ingevoerd worden, belast kunnen worden met een bijzonder binnenlandsch recht, evenals het koren en de aardappelen ingevoerd uit andere vreemde landen.

Het is verstaan, dat in dit artikel niet bedoeld zijn de inkomende rechten of lasten, noch de accijnsrechten, geheven op de koopwaren, die vrijgesteld zijn van inkomende rechten of lasten.

ART. 16.

De Hooge verdragsluitende Partijen verklaren wederzijds aan alle handels-, nijverheids- of financievennootschappen of -maatschappijen, opgericht of toegelaten volgens de bijzondere wetten van een der beide landen, de bevoegdheid te erkennen om te handelen en in rechte te gaan vóór de rechtbanken, hetzij als eischer, hetzij als verweerder, over de geheele uitgestrektheid van het grondgebied van den anderen Staat, zonder andere voorwaarde dan dat zij zich gedragen naar de wetten van dien Staat. Die vennootschappen en maatschappijen, opgericht binnen het grondgebied van de eene der Hooge verdragsluitende Partijen, zullen binnen het grondgebied der andere Partij de rechten mogen uitoefenen, die zullen erkend worden aan dergelijke maatschappijen van al de andere landen.

Het is verstaan, dat deze bepalingen toepasselijk zijn zoowel op de maatschappijen en de vereenigingen, opgericht of gemachtigd vóór de onderteekening van dit Verdrag, als op die welke het later mochten worden.

ART. 17.

De Belgische handelsreizigers die in Noorwegen reizen voor rekening van een Belgisch huis, en de Noorsche handelsreizigers die in België reizen voor rekening van een Noorsch huis, zullen de terugbetaling bekomen van de invoerrechten welke zij zullen betaald hebben voor de aan rechten onderworpen en als stalen ingevoerde voorwerpen, mits zij zich gedragen naar de bepalingen, gesteld om die stalen weder uit te voeren of weder in entrepot te stellen.

De behandeling der meest begunstigde natie zal, trouwens, op de handelsreizigers der respectieve landen toegepast worden, met dit voorbehoud echter, dat de vrijstelling van het recht van patent van de voorwaarde van wederkeerigheid zal afhangen.

ART. 18.

Voor al wat betreft de scheepvaart en den handel, mogen de Hooge verdragsluitende Partijen geenerlei voorrecht, gunst of vrijstelling aan een anderen Staat toestaan, die niet eveneens en gelijktijdig aan hunne respectieve onderdanen mochten verleend worden.

ART. 19.

De bepalingen van dit Verdrag zijn niet toepasselijk op de bijzondere vergunningen welke door Noorwegen aan Zweden toegestaan zijn of dit later zullen worden, evenmin als op de vergunningen welke de Hooge verdragsluitende Partijen toegestaan hebben of in de toekomst zullen toestaan aan Grensstaten, om de grensbetrekkingen te vergemakkelijken.

Voorts zij het wel verstaan, dat de bepaling omtrent de behandeling der meest begunstigde natie, door dit Verdrag gesteld, geen hinderpaal is voor de voordeelen die zouden voortspruiten uit een door de eene of de andere der beide Hooge verdragsluitende Partijen gesloten of te sluiten tolverbond, en dat zij ook de inruig niet belet van bijkomende rechten tot vergoeding van premiën van uitvoer of van voortbrenging.

ART. 20.

Ingeval een geschil over de verklaring of de toepassing van dit Verdrag tusschen de beide verdragsluitende Partijen mocht ontstaan en niet in der minne, bij wijze van diplomatieke briefwisseling kon geregeld worden, komen Partijen overeen het geschil te onderwerpen aan de uitspraak van een scheidsgerecht, welks beslissing zij zich verbinden te eerbiedigen en getrouwelijk uit te voeren.

Het scheidsgerecht zal samengesteld zijn uit drie leden. Elke der beide Partijen zal een dier leden aanwijzen, gekozen buiten hare landgenooten en de inwoners van het land. Deze twee scheidsrechters zullen den derden rechter benoemen. Komen zij niet overeen omtrent deze keuze, dan zal de derde scheidsrechter benoemd worden door eene Regeering, aangewezen door de twee scheidsrechters of, bij gemis van eensgezindheid, door het lot.

ART. 21.

Dit Verdrag, na de wederzijdsche goedkeuring door de Volksvertegenwoordiging, zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging er van zullen te Brussel uitgewisseld worden, zoo spoedig doenlijk. Het zal in werking treden tien dagen na de uitwisseling der akten van bekrachtiging. Het zal tien jaren lang, te rekenen van den dag der inwerkingtreding, toepasselijk blijven.

Ingeval geene van de beide Hooge verdragsluitende Partijen, twaalf maanden vóór het verstrijken van gezegden termijn, kennis heeft gegeven van haar voornemen om de uitwerkingen van het Verdrag te doen ophouden, zal het verbindend blijven tot na verloop van één jaar, te rekenen van den dag waarop de eene of de andere van de Hooge verdragsluitende Partijen het zal hebben opgezegd.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden het hebben onderteeekend en van hun zegel voorzien.

Opgemaakt te Brussel, in dubbel origineel, den zeven en twintigsten Juni negentienhonderd tien.

(L. S.) J. DAVIGNON.

(L. S.) HAGERUP.

